

Rapport d'activités Union Locale CGT Bagnolet /Les Lilas Années 2021- 2024

Chers -es Camarades,

Tout d'abord bonjour à toutes et à tous, merci d'avoir répondu aussi nombreux pour participer au congrès de notre Union Locale. Votre présence montre tout l'intérêt que vous portez à notre réflexion collective afin de se retrouver pour ensemble discuter et débattre de ces trois années passées, de l'actualité et de l'avenir, mais également de la nécessité de s'organiser pour faire face à l'adversité du patronat, fortement soutenu par un gouvernement tout acquis à sa cause.

J'aimerais si vous me le permettez, commencer nos travaux par rendre hommage à nos camarades qui nous ont quitté au cours de ces trois dernières années :

Josette Contassot, Monique Rocheteau, Colette Cossard, Guy Guercy, Gérard Cotteverte,

Par une minute de silence.

Merci.

Cela fait maintenant sept ans que nous subissons les affres d'un Président de la république complètement dédié à la cause patronale et libérale. Depuis notre dernier congrès, trois années se sont écoulées. Trois ans durant lesquels le salariat, les chômeurs, les retraités, ainsi que les immigrés ont été malmenés. Mais également la démocratie.

Les derniers faits d'armes d'Emmanuel Macron sont la loi immigration qui porte le nom de son ministre Darmanin qui est la 17^{ème} mesure et loi depuis 2014 et la dissolution de l'Assemblée Nationale faisant suite aux élections Européennes amenant à des élections législatives anticipées. Le résultat est quant à lui édifiant, car installant d'avantage le Rassemblement Nationale avec 125 députés. C'était prévisible, c'était écrit, E.Macron l'a fait, l'inscrivant de fait comme l'arbitre des débats au sein de l'hémicycle, lui donnant par conséquent un rôle essentiel. Mais nous y reviendrons certainement dans nos échanges tout au long de ces deux jours de congrès.

Trois années 2021 à 2023, ainsi que 2024 où sa volonté de réduire les droits des travailleurs s'est affirmée. Son objectif, couplé à ceux des patrons, aura été et est toujours de remettre en cause tous les acquis et/ou les conquises sociaux gagnés de dures luttes en 1936 avec la forte mobilisation du peuple et la concrétisation de ses attentes par le Front Populaire, les accords du CNR en sortie de guerre, ainsi que les conventions collectives, les 35 heures, et bien entendu « casser » du service public.

Aider les entreprises à investir sur le sol national, avec une seule ligne défendue et portée par le MEDEF : les entreprises ne doivent plus supporter ce qu'elles appellent « les charges sociales » qui sont en réalité « les cotisations sociales ». Ces cotisations sociales qui font tourner tout notre système social : protections sociales, allocations familiales, retraites, éducation, santé, aides au logement, et les services publics.

Une question se pose alors pour Macron « Comment réussir à répondre aux attentes du patronat en faisant porter les coûts afférents au social, aux seuls et uniques salariés, tout en trouvant une efficacité économique ? Sa réponse est claire, il lui faut réduire les salaires, en affaiblissant les qualifications, afin de privilégier les salaires au mérite et écraser tous les statuts et accords collectifs arrachés au patronat.

2023 et 2024 auront été marquées par la révélation du vrai visage de Macron. Pour celles et ceux qui en doutaient les choses sont aujourd'hui claires « Ni de gauche, ni de droite » qu'il disait, en réalité surtout très libéral !

Depuis son premier mandat, l'une de ses premières décisions, fut la mise en place d'une nouvelle loi travail, allant plus loin que celle qu'il avait coécrit avec El khomri, pour réduire le nombre de représentants du personnel, et de pouvoir mener leurs actions, comme de « casser » les Prud'hommes. Dès 2017, il s'est porté au chevet des patrons. Il suit tellement bien la feuille de route qui lui a été fixée par ces derniers, que le MEDEF en est muet.

Les patrons en ont rêvé, Macron l'a réalisé lors de son second mandat. Il a réussi, après avoir tenté d'imposer une retraite par points en 2019, à imposer sa réforme des retraites en passant l'âge de départ à 64 ans, ignorant le parlement, la rue et l'opinion. Il a fait fi de notre socle démocratique. En effet, en moins de 18 mois, il a demandé à Elisabeth Borne alors Première Ministre d'engager la responsabilité de son gouvernement à 23 reprises via le 49.3.

Son second mandat s'est vu entaché de deux grosses fautes politiques. En effet, pour détourner l'attention des questions sociales, il suit désormais l'agenda du RN. La première étant la loi sur l'immigration qui s'est vue rejetée par une courte majorité à l'Assemblée Nationale. En convoquant une commission mixte et paritaire, en vue d'un accord après réécriture du texte, il n'a pas hésité à se rapprocher des députés LR pour l'obtention d'une majorité. La manœuvre s'est voulue grossière.

La seconde, les jeux olympiques passés, Emmanuel Macron voulait lui aussi distribuer sa médaille d'or. C'est chose faite, mais comme il ne fait rien comme tout le monde, il a décidé de l'attribuer aux députés LR. En effet, il lui aura fallu plus de 50 jours pour trouver un premier ministre. Ce sera Michel Barnier, homme de droite passé sous plusieurs ministères sous Chirac et Sarkozy, parlementaire à Bruxelles et membre de la Commission Européenne. C'est donc sans équivoque que Macron a fait un pied de nez aux Françaises et Français qui se sont exprimés très majoritairement hostiles à la politique qu'il mène depuis 2017.

La CGT dès le lendemain des élections européennes en juin, a jugé essentiel de barrer la route à l'extrême droite (qui se voyait déjà diriger le pays) en appelant à un Nouveau Front Populaire et portait des revendications claires en matière sociales et salariales : abrogation de la réforme des retraites, égalité entre les femmes et les hommes, hausse des salaires, rénover et financer les services publics et défendre l'emploi industriel.

En nommant Michel Barnier, Macron lui a donné une feuille de route : continuer de mettre à mal les services publics, pas de coup de pouce pour le SMIC, continuer une politique d'allègement fiscaux aux entreprises à part quelques miettes sporadiques et surtout lui a donné carte blanche sur l'immigration afin de satisfaire le RN dans son rôle d'arbitre (éviter une motion de censure contre le 1^{er} Ministre et le futur budget).

Avec Michel Barnier, le nouveau monde et l'ancien ne font plus qu'un. Lors de son discours de politique générale face à l'Assemblée Nationale, Barnier a confirmé son cap d'austérité et multiplié les appels du pied en direction de l'extrême droite. Le Premier Ministre s'est montré erratique concernant le pouvoir d'achat. La mince revalorisation du SMIC de 2 % annoncée pour le 1^{er} novembre n'est qu'une avance sur salaire sur celle prévue automatiquement en décembre.

Quant aux services publics, ils feront les frais d'une volonté politique à leur faire jouer un rôle « celui de creuser la dette », et dans ce cadre les tenir pour responsables en réduisant les dépenses publiques. Loin de ce même discours, il s'est voulu plus flou sur la question de l'éducation mais bien plus clair lors de sa présentation de budget avec moins 4 000 postes dans l'éducation. Ce sont des étudiants précarisés : le coût de la vie pour les étudiants a augmenté de 27,76 % depuis l'arrivée de Macron au pouvoir. L'UNEF, le syndicat étudiant revendique la suppression de CVEC (Condition de Vie Etudiante et Campus), une taxe injuste qui a grimpée de 90 € à 105 € cette année, sans aucune hausse de bourse, ni d'aide au logement.

En affaiblissant l'éducation, c'est toute une nation que l'on affaiblit !

La perte de pouvoir d'achat durant ces 3 dernières années est considérable, allant jusqu'à voir Emmaüs, Les Restos du cœur, la Croix rouge, le Secours Populaire tirer la sonnette d'alarme sur leurs capacités à accueillir les personnes dans le besoin. Actifs, retraités, chômeurs, étudiants sont de plus en plus nombreux à solliciter leur aide.

Macron, c'est aussi la volonté de réduire le droit syndical par la répression de militants et responsables syndicaux.

Mais les mobilisations et la solidarité de la CGT ont fait que Nicolas le secrétaire de l'UL de Roissy a gagné face à son employeur Transdev pour être réintégré dans son entreprise, avec 500 € de dommage par jour de retard. C'est l'attaque de la Maire d'Aubervilliers contre la bourse du travail : là encore la CGT, ses militants, leur détermination ont fait que le juge a fini par reconnaître d'utilité publique les Bourses du travail et cet été, de fait a imposé à la Maire d'abandonner son projet.

C'est aussi la cabale montée de toute pièce par le témoignage d'un policier contre Kamel Brahmi notre secrétaire Général de l'UD 93, lors d'un rassemblement pour la venue de Macron pour l'inauguration de la piscine olympique à Saint-Denis.

Sentant arriver cette hégémonie du capitalisme sur le monde du travail, la CGT a continué de rassembler, de mobiliser. Notre action à toutes et tous dans nos syndicats, nos sections syndicales, ainsi que dans nos entreprises et auprès des retraités a permis à notre Union Locale dans sa globalité de voir notre nombre d'adhésions à la hausse de 35 % en trois ans.

Mais ce bon résultat ne doit pas cacher nos difficultés à proposer l'adhésion à la CGT ou encore à mobiliser les travailleurs à tenir leur rôle dans des moments démocratiques comme les élections professionnelles. Force est de constater que ces dernières connaissent une véritable érosion de la participation, pour ne pas dire un véritable désintéressement de la part des salariés. A cet égard, il nous reste deux semaines pour convaincre les salariés des TPE de voter. Le travail de chacune et de chacun est indispensable par contact personnel auprès des salariés qui sont dans ces entreprises de moins de 11 employés (commerces de proximité, garages, etc). Nous faisons tous les mardis un point fixe dans les quartiers, nous avons un bon accueil, mais manquons de bras. Aux dernières élections des TPE, seuls 8 % des salariés se sont exprimés, nous devons faire en sorte d'avoir un regain de ces salariés pour s'exprimer, mais également pour porter la CGT comme première organisation syndicale.

Comme je le disais, nous avons progressé de 35 % en adhésions depuis notre précédent congrès. Pour se faire, l'Union Locale a mis en œuvre un groupe de travail « communication ».



Nous avons aussi fait en sorte que lors de chaque mobilisation, ou initiative, que l'ensemble des habitants et travailleurs de Bagnolet et des Lilas soient informés (tracts, distributions aux métros, dans les entreprises, collage, réseaux, ...) points de rassemblements pour se rendre en délégation aux manifestations soit par transports en commun, ou par car, à chaque fois que nécessaire.

Nos collectifs continuent de se réunir régulièrement : Assistantes maternelles, Santé autour des EHPAD, retraités.

Et parce que le message de la CGT, comme son histoire, ne se portent jamais aussi bien que par ses militants, un groupe formation a été mis en place. Ce dernier tourne à plein régime, puisque nous avons accueillis 104 stagiaires (71 pour l'accueil et 33 pour le premier niveau).

Nos camarades sont partis heureux des connaissances nouvellement acquises et de nouvelles amitiés. Car la formation, c'est le moment privilégié de partager son expérience militante.

Si vous le permettez, j'aimerais en votre nom remercier chaleureusement et fraternellement les animatrices et animateurs de ces différents collectifs :

- François Le Douarin pour son soutien et sa patience pour nous permettre de redonner vie à notre site,
- Christiane Brunier pour la com et la tenue de nos fichiers de militants et des entreprises,
- Myriam Hossain pour le collectif Assistante Maternelles,
- Martine Le Joliff pour le collectif Santé
- Muriel Nataf, Bruno Lagache, Claude Simon et Martine pour la formation,
- Marcel Lavenir et Bruno pour le collage,
- Ghislain Rousset et Guy Ouaknine pour les permanences juridiques qu'il nous faudra renforcer.
- Claude Simon, Daniel Dessales, Christiane Brunier et Serge Simon pour le collectif des retraités.

Il est à noter que leur travail a fait que l'UD 93 a sollicité Claude pour animer le collectif du département. Claude y met comme à son habitude toute son énergie. Le collectif est d'ailleurs depuis à l'origine de plusieurs initiatives. La dernière en date étant le lancement le 10 octobre 2024 à Bobigny d'une campagne sur l'efficacité de la santé dans le 93 et des services publics dans leur globalité. Vous trouverez à l'accueil le tract et la pétition sur le sujet.

- C'est également la tenue avec rigueur (et son sourire éternel) de nos finances par Zaia. Toutefois son travail est vérifié et validé par la CFC (Commission Financière de Contrôle) : René Seibel, Mina Afroune, Florence Pignoteau

Notre Union locale s'est aussi une présence et des interventions dans les débats publics par exemple sur : les transports, débat organisé par le mouvement « Stop la Galère », avec la présence du député de Bagnolet, du PCF, des Gilets Jaunes, et de citoyens, une présence régulière dans les quartiers, aux métros Gallieni et Mairie des Lilas. Une présence au forum des associations avec la bourse du travail, une présence lors d'initiatives et rencontres sur l'éducation (malgré une faible sollicitation des enseignants), soutien et accompagnement des sections syndicales lors de mouvements locaux : EHPAD « 4saisons », Clinique Floréal, IBIS, participation sur les actions contre la réforme territoriale des 1607 heures et Assemblées Générales des Territoriaux de Bagnolet et des Lilas.

C'est également, lors des mouvements des retraites, la construction de banderoles, de tirages de tracts. Mais aussi dans le cadre de la solidarité avec les grévistes, une soirée de solidarité à Bagnolet et un pique-nique avec animations et musique aux Lilas. L'argent récolté lors de ces deux initiatives a été intégralement reversé aux Unions Départementales CGT et Solidaires, la FSU n'ayant jamais donné suite à nos appels.

Nous avons aussi organisé deux débats publics, le premier concernant « La souffrance au travail » avec la présence d'un Inspecteur et d'un Médecin du travail, ainsi que le cabinet 3 e, spécialisé dans les conditions de travail et la formation des élus du personnel dans les CSE. Le second sur le « Danger de la montée de l'extrême droite dans l'entreprise et le pays » avec la présence du référent confédéral sur le sujet.

Une journée d'histoire sur la création du Conseil National de Résistance (CNR), avec le Président et un administrateur du Musée de la résistance. Nous avons souhaité organiser cette journée suite à la volonté de Macron de détourner l'acronyme CNR et de fait tuer l'histoire sociale de notre pays.

Tous les ans, l'Union Locale est présente le 22 octobre pour la commémoration de Chateaubriant. Car il est important de préserver la mémoire de tous les résistants et déportés, qui se sont battus et qui sont morts pour que nous soyons libres. Ils étaient 27 fusillés à Chateaubriant, tous à la CGT.

Mais bien plus important encore, nous avons aidé à la construction de syndicats et de sections syndicales. Nous les avons aidés à structurer des instances représentatives du personnel – CSE – après les avoir accompagnés lors de construction de listes électorales et négocié les PAP (protocole d'accord préélectoral).

Ce rapport d'activités ne serait pas complet si nous n'abordions pas nos difficultés :

- Nous n'avons pas pu, pas su concrétiser la construction d'un collectif autour des jeunes. Un collectif où les jeunes puissent s'exprimer, construire leurs revendications et leurs propres initiatives. Pour réaliser cet objectif, nous aurons besoin de jeunes bien entendu. Mais aussi de créer les conditions de les rencontrer, pour nous appuyer sur eux afin de mieux nous adresser à eux, de les intéresser à ce qu'est la CGT, ce qu'elle porte en matière d'enseignement, d'apprentissage, de travail, de salaire, etc. Et surtout, comprendre comment ils communiquent, leurs supports ou autres.

Nous avons des choses à leur transmettre, notre expérience, mais je suis intimement convaincu qu'ils ont beaucoup à nous apprendre.

- Il nous faudra encore davantage pousser les portes des entreprises, et pas seulement au moment des élections, pour rencontrer les salariés. Pour cela il est indispensable que chacun d'entre nous puisse se rendre disponible pour participer à des distributions de tracts ou initiatives à chaque fois que cela lui est possible. Car il est important de mobiliser les travailleurs, mais pas seulement, il est important de montrer une CGT unie, forte et déterminée. Cela se fait par le nombre.
- Nous avons, pris lors de notre dernier congrès, la décision d'être plus présents à l'UD lors de bureaux UL/US, nous avons failli et devons faire cet effort.

De tous ces points et de biens d'autres, nous devons débattre lors de ce congrès.

Je ne voudrais pas être plus long, mais je souhaiterais avoir un mot pour dénoncer tous les actes odieux perpétrés dans le monde. Ces guerres qui ne servent que l'appétit de quelques-uns au détriment des peuples en les affamant, les poussant à l'exil. Dans chaque acte guerrier, il n'y a pas de gagnant ou de perdants, mais que des perdants, beaucoup de souffrance, et des peuples qui se haïssent de générations en générations.

Le 07 octobre 2023, la violence et les actes de terreur inadmissibles perpétrés par le Hamas contre des civils israéliens ne justifie en rien la punition collective actuellement à l'œuvre contre les peuples palestinien et Libanais, que l'on peut nommer comme génocide. Le droit international doit être imposé et respecté par tous. C'est également l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

La CGT, comme notre Union Locale, continueront à prôner la paix entre les peuples et à dénoncer toutes formes de génocides ou de velléités guerrières.

La Cgt porte des revendications en matière de progrès social et salarial :

Nos services publics, nos systèmes solidaires et de redistribution sont aujourd'hui en manque criant de ressources, alors que l'argent existe : Sept ans de cadeaux aux plus riches : 16 Md€ de baisses d'impôts pour les sociétés, 19 Md€ d'impôts de production, 5 Md€ pour l'extension du CICE, 2 Md€ suite à la suppression de l'ISF, 1,7 md€ de baisse de taxe sur le capital, 4 Md€ de défiscalisation/réduction des heures supplémentaires. Soit un total de 50 Md€ qui manquent pour les comptes publics. Mais ce sont aussi, 30 % d'augmentation pour les actionnaires du CAC40.

Mieux distribuer les richesses est indispensable pour ne pas dire vital !

Le Smic à 2000 € brut,

Réinvestir dans les services publics

L'égalité professionnelle entre les Femmes et les Hommes

La réindustrialisation en France.

La réduction de temps de travail à 32 h sans perte de salaire,

La liberté syndicale

Nos revendications ne peuvent s'arrêter à une liste exhaustive, elles doivent se fonder sur nos besoins dans nos entreprises par le biais de l'amélioration de nos conventions collectives et de branches.

Nous sommes réunis durant ces deux jours pour en parler, réfléchir ensemble, comment mettre tout en œuvre pour réussir à répondre aux enjeux d'une autre société pour demain ? Et pour cela, il nous faudra travailler toutes et tous en commun.